

France-Paris: Legal services
OJ S 82/2021 28/04/2021
Contract notice
Services

Legal Basis:
Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Caisse d'amortissement de la dette
Postal address: ministère de l'économie, des finances et de la relance — 139 rue de Bercy
Town: Paris
NUTS code: FR101 Paris
Postal code: 75012
Country: France
E-mail: genevieve.gauthey@cades.fr
Telephone: +33 140041541
Internet address(es):
Main address: <http://www.cades.fr/>
Address of the buyer profile: <http://cades.e-marchespublics.com>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://cades.e-marchespublics.com>
Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://cades.e-marchespublics.com>
Additional information can be obtained from another address:
Official name: Romain Stauffert, responsable des affaires juridiques
Postal address: Agence France Trésor, ministère de l'économie, des finances et de la relance
Télédoc 287, 139 rue de Bercy
Town: Paris
NUTS code: FR101 Paris
Postal code: 75012
Country: France
Contact person: Romain Stauffert, responsable des affaires juridiques de l'Agence France Trésor — AFT
E-mail: romain.stauffert@aft.gouv.fr
Telephone: +33 140041594
Internet address(es):
Main address: <http://cades.e-marchespublics.com>
Address of the buyer profile: <http://cades.e-marchespublics.com>

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

Economic and financial affairs

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Conseil et assistance juridiques de la CADES pour ses programmes et émissions obligataires de type «GMTN» et «DIP» (documentation en langues française et anglaise)
Reference number: 2021-622-05

II.1.2. Main CPV code

79100000 Legal services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le présent marché de services juridiques est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, sans minimum ni maximum, dont l'objet est l'assistance et le conseil de la CADES pour ses émissions obligataires au titre des deux programmes dits «GMTN» et «DIP», notamment les mises à jour de la documentation en version bilingue, française et anglaise.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 300 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79100000 Legal services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR101 Paris

Main site or place of performance: Paris.

II.2.4. Description of the procurement

La caisse d'amortissement de la Dette Sociale souhaite s'associer les services d'un cabinet d'avocats pour la conseiller et l'assister pour ses émissions obligataires au titre des deux programmes dits «GMTN» et «DIP», notamment les mises à jour de la documentation en version bilingue, français et anglais, jusqu'ici émise seulement en langue anglaise.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 300 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Reconductible deux fois par décision expresse.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'état où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou, le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement la totalité des critères est énoncée dans les documents de la consultation.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

— une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, auxquelles se réfère le marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. Si le candidat ne dispose pas de trois années d'ancienneté, il est possible de mettre un prévisionnel de chiffre d'affaires sur l'année à venir (prévisionnel qui doit être basé sur des prestations commandées) ou tout autre document équivalent pour déterminer de leur capacité financière. Les entreprises nouvelles pourront justifier de leur capacité financière par tout autre moyen;

— tout document attestant un niveau approprié d'assurance des risques professionnels, au regard des prestations attendues.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Le chiffre d'affaires minimal exigé est fixé à deux cent mille euros (200 000 EUR) par an dans le domaine concerné par le marché, à savoir le conseil et l'assistance juridique sur des émissions obligataires.

Les entreprises nouvelles pourront justifier de leur capacité financière par tout autre moyen.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

— les qualifications ou références de moins de trois ans pour des prestations équivalentes.

Les certificats de qualification professionnelle liés à l'objet du marché que le candidat possède le cas échéant. La preuve peut être apportée par tout moyen;

— les expériences et références vérifiables pour des prestations similaires;

— une déclaration indiquant l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations et déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution des prestations;

— CADES Règlement de la consultation;

— marché de conseil juridique — programmes obligatoires GMTN et DIP;

— une déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années disponibles (type «Formulaire DC2» ou équivalent). Si le candidat ne dispose pas de trois années d'ancienneté, il est possible de joindre tout autre document équivalent pour déterminer de leurs moyens humains.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Le seuil concernant les moyens humains de la société est fixé a minima à quinze (15) personnes. Les entreprises nouvelles pourront justifier de leurs compétences par tout autre moyen. De même, la candidature devra présenter au moins deux expériences équivalentes sur les trois dernières années. Ces éléments sont appréciés sur la base des documents remis au titre de l'article 3.1.2 du présent règlement.

L'absence de références relatives à des missions de même nature n'est pas un motif en soi d'élimination de la candidature. Dans cette hypothèse, il appartient cependant au candidat de faire la preuve de sa capacité par tout autre moyen. Il pourra notamment se prévaloir des références d'une entreprise liée.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

Preuve, par tout moyen, que le candidat compte des avocats inscrits à l'ordre des avocats et susceptibles de dispenser des conseils juridiques.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.4. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated

IV.1.5. Information about negotiation

The contracting authority reserves the right to award the contract on the basis of the initial tenders without conducting negotiations

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 19/05/2021 Local time: 10:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 3 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75004

Country: France

VI.5. Date of dispatch of this notice

23/04/2021